

CIBLE

SOUTIEN

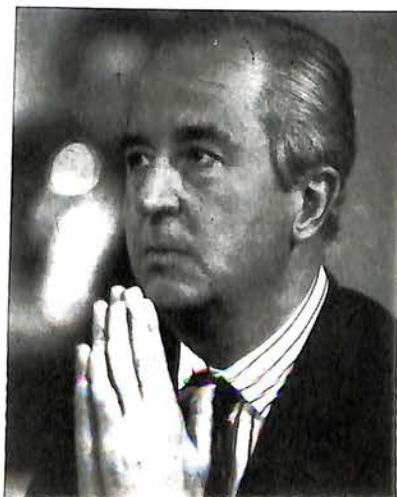
Il y a quelques années, les déclarations de Jean-Marie Le Pen déclenchaient des tourmentes politiques et médiatiques. Puis il s'est trouvé relégué en de maigres colonnes des pages intérieures...

Pourtant, le chef du Front national représente un nombre à peu près constant d'électeurs. Pourtant, le même personnage a fait des offres de service à Édouard Balladur pour le second tour de l'élection présidentielle : « s'il fallait, pour le salut public, le soutien de notre formation, pourquoi pas ? ». Le soutien annoncé de J.-M. Le Pen méritait une immédiate mise au point. Elle n'est pas venue.

Après la mort d'Ibrahim Ali, jeune marseillais tué d'une balle dans le dos par un colleur d'affiche du Front national, un rejet clair et net de toute forme d'accord avec la formation lepéniste s'imposait manifestement. A l'heure où nous écrivons, ce rejet n'avait pas été signifié par le Premier ministre candidat. Qui ne dit mot consent ? Si le dicton dit vrai, M. Balladur paiera cher son silence complaisant.

BALLADUR

Constat d'échec



Furet

La grande illusion

p. 9

Religion

L'islam et la laïcité

p.6/7

Merci de votre soutien (1). Nous en avons plus besoin que ne le laisse croire notre succès médiatique, qui risque d'être provisoire. Vous situez exactement le problème. Il ne s'agit pas de néglier la charité, mais d'espérer mieux : la justice.

Quel est donc le ver qui ronge notre société qui pourrait, avec un peu de bonne volonté, être tellement plus belle ? Je viens de tenter une réponse en désignant l'intégrisme des économistes, dans un essai à paraître chez Calmann-Lévy « *J'accuse le triomphalisme économique* » (...) Bien sûr je ne prétends pas proposer « la » solution à tous nos maux. Simplement faire réfléchir à propos de quelques idées reçues.

Royaliste est pour moi une lecture toujours enrichissante. Merci à toute votre équipe (même si je reste un républicain résolu).

Albert Jacquard
Président d'honneur du D.A.L.

(1) Voir l'éditorial du no 634 de *Royaliste* : Avec les « gauchistes » du D.A.L.

ABUS DE BOISSON

Après la lecture de l'article intitulé « *Armoise* » dans votre numéro 636, je ne sais si c'est le rédacteur de l'article ou l'auteur du livre cité qui avait abusé de la boisson, mais ce qui est certain c'est que ce n'est pas avec de la gentiane qu'on peut faire de l'absinthe ! Cette liqueur chère à Verlaine est faite à partir de la plante du même nom (*artemisia absinthium*), quant à la gentiane, qui n'appartient pas à la même famille, on en fait une boisson au goût amer (commercialisée entre autres sous la marque Suze). Notons également que si l'absinthe appartient bien au genre des armoises les deux mots ne sont cependant pas synonymes : l'estragon aussi est une armoise...

P.L. (Lozère)

Télé-tornado

Les médias entre deux feux

La télévision fait-elle l'élection ? La sempiternelle question mérite d'être à nouveau examinée, selon quelques données récentes.

A juste titre on s'indigne de l'omniprésence du Premier ministre-candidat sur les écrans de la télévision, et de la bienveillance toute particulière que TF1 lui témoigne. L'érosion de la popularité du Premier ministre montre cependant que ni la télévision, ni la communication en général ne « font » l'élection, contrairement à une croyance largement répandue dans les milieux politiques. L'efficacité médiatique de M. Balladur et de ses lieutenants ne peuvent effacer la réalité simple qu'ils auraient voulu faire oublier : l'élection présidentielle est un enjeu politique majeur, qui se déroule sur le terrain politique par la confrontation des projets, et par des batailles d'appareils militants.

Dès lors, faut-il reconnaître à la télévision la neutralité dont se targuent ceux qui voudraient être les médiateurs entre tous les acteurs du jeu politique et social ? Assurément non. Certains « com-

mentateurs » se font les propagandistes inavoués d'un candidat (Gérard Carreyrou pour Édouard Balladur) par conviction, par intérêt et (ou) par affection. De plus, les médias audiovisuels, relayés par la presse écrite, exercent un pouvoir de sélection implicite à l'égard des « petits » candidats. Par exemple, il est clair que Dominique Voynet est la candidate écologiste préférée des médias, ce qui lui donne un avantage réel sur Brice Lalonde et Antoine Waechter. Et Jean-Marie Le Pen a vu sa présence médiatique se réduire comme peau de chagrin au profit de Bernard Tapie puis de Philippe de Villiers.

Pourquoi ces engouements, suivis d'abandons soudains ? Les raisons restent inexprimées, les critères de la plus ou moins grande médiatisation ne sont jamais publiés. On sait simplement que le spectacle médiatique a besoin de figures (le « méchant », « l'intellectuel »)

plus que de convictions, et que les « vedettes » qu'il introduit s'usent au bout de quelques mois ou de quelques années. Que le débat démocratique soit souvent sacrifié aux jeux de rôles ne trouble guère les autorités télévisuelles, qui vont pour la durée de la campagne se réfugier derrière la stricte répartition des temps d'antenne entre candidats.

La pré-campagne présidentielle permet de vérifier que les grands médias audiovisuels ne médiatisent pas : au lieu d'être des intermédiaires entre les citoyens et les responsables politiques, les « grands » journalistes de radio et de télévision sont pris entre le désir (ou la nécessité) de plaire à Matignon, et la logique du marché qui les oblige à faire de l'audimat pour attirer les annonceurs. Quand la bataille politique devient spectaculaire, et quand ce sont les embrouilles ministérielles et les cafouillages matignonesques qui pimentent le spectacle, les grandes consciences médiatiques se trouvent placées devant des choix impossibles. Si l'affrontement entre MM. Balladur et Chirac se durcit encore, si le Premier ministre continue de baisser dans les sondages, les grands médias auront à subir ce dont ils font d'ordinaire leur miel : trahison, panique et corruption dans des champs de ruines.

Annette DELRANCK

Royaliste
vous plaît ?
Faites-le connaître
à vos amis.
Trois mois d'essai - 25 F

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
Adresse :
Profession : Date de naissance :
souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Les médias entre deux feux - p.3 : L'affaire Pasqua - Un projet à consolider - p.4 : La réforme ou la faillite - Chance de la monarchie ? - p.5 : Au pays des morts vivants - p.6/7 : L'islam deux fois méconnu - p.8 : Plantu - Au bonheur des psychotropes - p.9 : La grande illusion - p.10 : Chevalier - Un rebelle ignoré - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Les silences et le gal.
RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Écoutes

L'affaire Pasqua

Qui veut faire l'ange (policier) accumule les bêtises et les fautes politiques.
Le pire ennemi de Pasqua n'est autre que Pasqua lui-même.

A quoi tenait la popularité de Charles Pasqua dans l'opinion conservatrice et dans la police ? A quoi tenait son influence sur le Premier ministre ?

A une image soigneusement cultivée. Celle d'un dur à cuire, gardien inflexible de la loi et de l'ordre. Celle d'un homme qui a mauvaise tête et bon cœur. Celle d'un ministre patriote, sévère pour les immigrés clandestins, mais pas raciste. Celle d'un protecteur des policiers, dans leurs tâches difficiles et périlleuses. Celle d'un politique qui a rabattu vers Édouard Balladur



bien des élus du RPR et qui attire vers le Premier ministre nombre de voix lepénistes.

Il a suffi de quelques jours pour que Charles Pasqua épuise son crédit et détruise son image dans les milieux susdits. Le gardien de la loi est en fait un homme qui a laissé commettre de graves illégalités dans l'affaire Schuller. Ce faisant, Charles Pasqua est devenu le principal fauteur de désordres dans le camp balladurien et au sein du gouvernement : il a laissé le Premier ministre se ridiculiser en donnant à la télévision des explications manifestement

fausses quant à la régularité des écoutes de conversations entre MM. Maréchal et Schuller. Il a fait du chantage à la sécurité publique, au grand dam du Garde des Sceaux, lorsque la justice a dénoncé l'irrégularité des procédures suivies dans l'enquête sur l'hypothétique tentative d'extorsion de fonds. Il a piétiné une nouvelle fois le domaine de son collègue Juppé en dénonçant l'espionnage de la CIA. Il s'est discrédité aux yeux de l'institution policière en faisant sauter le directeur de la police judiciaire, qui n'avait certainement pas agi de son propre chef. Il

a copieusement alimenté le camp chiraquien en arguments contre les balladuristes... Enfin et surtout, ce patriote gaullien a permis aux Américains d'entrer dans la bataille électorale française et de perturber la diplomatie française en dramatisant des pratiques d'espionnages qui se règlent d'ordinaire discrètement. Telle est sa faute majeure, qui ne saurait lui être pardonnée. Mais M. Balladur préfère, comme d'habitude, fermer les yeux. Il va le payer cher.

Sylvie FERNOY

Chirac

Un projet à consolider

La volonté de changement manifestée par Jacques Chirac dans son « discours fondateur » est positive, mais la perspective tracée reste timide.

Ce n'est qu'un début... Encore fallait-il commencer. Et commencer par le commencement, c'est-à-dire en posant politiquement les questions politiques, et en abordant humainement les questions économiques et sociales. La crise intellectuelle des milieux dirigeants est telle que ces formules banales ont à ses yeux une tonalité révolutionnaire. De fait, dans son « discours fondateur » du 17 février, Jacques Chirac a clairement indiqué que le gouvernement de la France exigeait un changement radical de méthode.

Contre la mentalité gestionnaire qui ruine depuis plus de dix ans la fonction politique, contre le fatalisme qui se pare du faux nez « pragmatique », le maire de Paris entend « renoncer au renoncement » au nom d'une conception de la politique qui a maintes fois été défendue et illustrée dans nos colonnes : « la politique est (...) l'art de rendre possible ce qui est nécessaire ». D'où une juste et forte dénonciation de cette « pensée correcte » qui, insidieusement, noie tout débat dans la soupe fadasse des propos de « bon sens » et des niaiseries circonspectes.

Au regard de l'immobilisme ambiant, il est effectivement révolutionnaire de proclamer qu'il faut « mettre la finance au service de l'économie réelle et de l'emploi », et « remettre

l'homme au centre des choix économiques et sociaux » - afin que l'on « juge la politique sur le critère de l'égalité, de l'emploi, du bien-être au moins autant que sur celui du commerce extérieur et du budget ».

Par rapport à la dogmatique néo-libérale, Jacques Chirac a prononcé un véritable discours de rupture. Il est dommage que son projet présidentiel ne donne qu'un timide écho de la forte parole initiale. La technique de l'exonération des charges sociales est classique, discutable et limitée dans sa portée. L'incitation à l'augmentation des salaires réels (par le biais d'un transfert de charges sociales des entreprises vers l'État) est insuffisante. La politique fiscale d'incitation à l'investissement demande à être précisée, et rien n'annonce une taxation sévère du patrimoine financier...

Somme toute, la rupture théorique avec le libéralisme reste sans points d'application pratiques. Mais il n'est pas interdit d'espérer.

Annette DELRANCK

Royaliste
vous plaît ?
Faites-le
connaître autour
de vous.
Essai 3 mois - 25 F

La réforme ou la faillite

L'absence de réformes financières à la fin de l'Ancien Régime a grandement précipité la Révolution française, les mêmes causes provoqueront-elles aujourd'hui les mêmes effets ?

Aujourd'hui les déficits réels des budgets global et social de la Nation sont vertigineux ; la dette, qui a rapidement progressé au cours des deux dernières années pour atteindre environ une année de recettes budgétaires - les intérêts à eux seuls représentent chaque année le quatrième budget de l'État - obère toute velléité de mesures destinées à améliorer notre situation à quelque plan que ce soit. Tout ce que l'on nous propose aujourd'hui c'est d'augmenter sans fin la pression fiscale. La faillite n'est pas loin, et trente ans de lâcheté en matière de réforme fiscale y mène quasi irrémédiablement.

Comme toutes les composantes de l'économie, le système fiscal doit être évolutif, et ce qualificatif est bien le dernier que l'on puisse appliquer au nôtre. Au fil des ans, la construction de l'imposition dans notre pays s'est progressivement éloignée des réalités. Rappelons simplement, fait unique en Europe, que parmi le fouillis d'impositions et d'abattements de toutes sortes, plusieurs remontent au Moyen Âge... Aujourd'hui, l'édifice fiscal se partage entre la vétusté et l'injustice aussi stupide que criante.

Mieux vaut dormir sur son capital que de travailler à le constituer, quand cela est possible... Cet état de fait produit une situation comparable à celle qui existait à la fin de la Royauté, quand les plus riches et les moins productifs payaient une part d'impôt ridi-

cule et laissaient la pression reposer en grande partie sur les paysans et les bourgeois, classe moyenne naissante.

Aujourd'hui, le volet purement fiscal est indissociable du volet social, et l'idée maîtresse est de mener de front les deux toilettes. Il est anormal que la moitié des foyers fiscaux soient dans l'impossibilité de payer l'impôt sur le revenu, qui autant que le droit de vote fait le citoyen. Il n'est pas plus acceptable de faire supporter par les travailleurs l'essentiel des charges ; il est loin le temps où ils composaient l'écrasante majorité des assujettis. Cela n'est plus et ne sera plus jamais le cas ; le vieillissement de la population et les métamorphoses présentes et à venir de l'activité l'interdisent à jamais. Or notre fiscalité ne tient nul compte de cet état de fait. Le noeud du problème est là, le temps est venu de se décider. Si compliqué qu'il soit, le problème a ses solutions, et ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que l'on n'ose pas, c'est parce que l'on n'ose pas qu'elles sont difficiles. Rappelons aux timorés et au Timoré en Chef que l'Histoire nous a pourtant enseigné que la réforme était toujours plus douce que la Révolution, ce qui devrait faire des nantis les principaux zélés du changement, fut-il, nécessairement, hardi.

Pascal BEAUCHER

Un groupe de réflexion sur les questions de fiscalité est en cours de constitution à la N.A.R., les personnes intéressées par le sujet sont invitées à se manifester auprès de nous.

Chance de la monarchie ?

Nous publions ici la traduction des passages essentiels d'un article paru le 22 janvier dernier dans le journal bulgare « Banker ».

Aussi étrange que cela puisse paraître, à la suite des élections du 18 décembre et de la victoire du Parti Socialiste bulgare (BSP, anciens communistes), les chances de la monarchie ont progressé d'une manière significative. Le gouvernement socialiste va en effet être confronté à des situations incertaines.

Si les socialistes adoptent une politique rationnelle conforme aux demandes économiques du pays, ils devront abandonner les promesses sociales qui les ont portés au pouvoir. Cela signifiera que ceux qui ont donné leur suffrage à la gauche seront déçus et, par conséquent, soit qu'ils ne recommenceront pas aux élections suivantes, soit voteront pour une autre formation politique. (...)

Le problème est de savoir qui gagnera si le BSP perd. L'UDF (Union des forces démocratiques) a perdu l'image attrayante qu'elle avait méritée après la chute du régime communiste. Cette coalition a déjà gaspillé une fois ses suffrages et elle n'est plus la seule alternative aux socialistes. Le BBB (Bulgarian Business Block) est un phénomène politique conjoncturel alors que l'Union nationale - qui par définition garde son noyau dur d'électeurs - ne dispose que d'un soutien public limité et n'est pas acceptée comme une alternative de sauvetage à dimension nationale.

Jusqu'ici, la seule et unique alternative au règne des socialistes qui n'ait subi aucun

dommage reste la monarchie. Siméon II a conservé son image traditionnelle de haut niveau. Il n'a été compromis dans aucun échec pendant la période de transition. Personne ne peut le blâmer pour quoi que ce soit. Et la monarchie en tant qu'idée, d'un point de vue purement psychologique, est aussi proche de l'électorat socialiste que de celui qui ne l'est pas.

Nous pourrions même ajouter que si jamais la troupe des électeurs socialistes abandonnait l'allégeance à leur parti, ils ne le feraient qu'en faveur de la monarchie. Rien de plus aisé sur le terrain de la psychologie qu'une conversion d'une image maternelle du parti pour la figure paternelle du roi. (...)

Les thèmes principaux avec lesquels le BSP avait conquis des voix, peuvent facilement être incarnés par le roi et la monarchie : consensus national, souci du peuple, préservation de la dignité de la nation, état de droit et ordre, fin des querelles politiciennes. Il est très possible que si le BSP échoue maintenant, la monarchie apparaisse comme le seul idéal d'unité nationale. La victoire socialiste le 18 décembre serait alors, en ce sens, une excellente nouvelle pour les partisans de la monarchie. (...)

L'autre caractère unique de la monarchie est qu'une moitié de la nation voterait pour elle afin de se débarrasser du socialisme, alors que l'autre partie voterait pour elle afin de maintenir le socialisme.

George STOICHEV

Au pays des morts vivants

Il y a cent ans, le traité de Shimonoseki entre le Japon et la Chine ouvrait la voie au « Break up of China ». La succession de Deng Xiaoping à la lumière d'un tel anniversaire ne peut déboucher que sur une réaffirmation du nationalisme chinois.

Notre avenir est sans doute plus concerné par la disparition annoncée du « dernier empereur » que par les frasques des apparatchiki russes. Aujourd'hui en effet la Chine compte plus que la Russie dans l'économie mondiale. Que la Russie échoue une nouvelle fois à s'entendre avec le FMI ne menace, à la limite, que la Russie. Que la Chine chancelle, le risque pour les marchés financiers sera plus grand que lors de la crise mexicaine. La baisse à Hong Kong sera sans commune mesure avec celle déjà enregistrée après la chute du peso.

Le danger politique n'est pas moindre. La Chine, puissance nucléaire proliférante, ne s'est jamais pliée aux accords stratégiques dont Moscou a l'expérience depuis la fin de la guerre froide. Même remarque en ce qui concerne les règles internationales du commerce. La Chine est un délinquant naturel.

Les hypothèses sur la succession politique opposent parfois, comme en Russie, nationalistes et réformistes. Or, si en Russie il existe effectivement un courant occidentaliste, rien de tel en Chine. Les réformateurs n'y sont pas moins nationalistes que les conservateurs, au contraire : les seconds raisonnent encore en termes d'isolement international alors que les premiers veulent s'affirmer dans un monde ouvert en termes de puissance.

Les contrastes sont saisis-

sants avec la problématique russe. La Chine devrait faire l'économie d'un Gorbatchev et d'un Eltsine. Les dirigeants chinois, quels qu'ils soient, y compris les militaires, sont des économistes. Ils savent conduire une réforme économique même sans FMI. Par contre, ils ne sont pas sous pression pour conduire un changement ou une transition démocratique. Le parti communiste chinois n'a plus d'idéologie mais n'a aucune nécessité de se dissoudre pour permettre à ses cadres formés de refaire carrière. Il a déjà pratiquement effectué sa mue en parti national de gouvernement sur le modèle de gestion de Singapour (à 75 % chinois). Il en est de même pour l'armée.

Les perspectives ne sont plus celles de Tian-An-Men. L'enjeu de la succession ne se situe pas au niveau des étudiants mais des mouvements sociaux de grande ampleur qui accompagnent le développement. Plutôt que les statistiques révisées et controversées sur la croissance, il convient de se pencher sur les quelques 200 millions de paysans en surnombre dans les campagnes, les plus de 100 millions d'ouvriers des entreprises d'État - dont on estime que trente millions ont une productivité nulle et deviennent chômeurs à mesure des restructurations. Les quelques 300 cent millions de jeunes Chinois entre 16 et 30 ans sont largement dépolitisés et acquis d'avance à la société de consommation. Loin des chif-

fres spectaculaires de population (un milliard deux cent millions) et des taux de croissance, ce sont soixante millions de Chinois dont le revenu dépasse mille dollars par an. Même si leur nombre doit être triplé d'ici l'an 2000, cela ne fera guère que 10 % de la population. Remarquons, sans que ce soient les mêmes, que le PCC compte 55 millions de membres !

Le défi est le même sur toute la longueur de la côte de Pékin à Shanghai et à Canton. Les risques souvent avancés d'éclatement régional, outre qu'ils n'ont aucun fondement ethnique ni politique, se heurtent à autre échéance : celle de l'absorption d'Hong Kong en juillet 1997. Celle-ci ne peut se faire que par une Chine forte et sûre d'elle-même. Elle explique l'importance stratégique de Shanghai dont proviennent les principaux candidats à la succession. Sans Shanghai, peut-être Pékin ne ferait-il pas le poids. Au pouvoir à Pékin, le groupe de Shanghai peut réussir à bâtir le pôle d'équilibre face au Guangdong (la province d'Hong Kong et de Canton).

Cette stratégie sera rigoureusement inverse de celle du « Break up of China » qui avait fait de Shanghai le centre des Concessions occidentales. Les Chinois entendent bien cette fois arriver à leurs fins en utilisant, au maximum, à leur service le monde extérieur. Il faut s'attendre à une combinaison simultanée d'actions d'intégration dans l'ordre international et de contestation de celui-ci, dans des proportions variables, adaptées à la stratégie du plus important État du monde qui ne saurait accepter ce qui a été construit en dehors de lui.

Yves LA MARCK

♦ CANADA : Avant que la fièvre républicaine ne gagne cet autre vestige de l'Empire britannique, le 8 février, a été nommé à Ottawa le 25^e gouverneur général, représentant de la reine Elizabeth II au Canada. M. Roméo LeBlanc est le premier Acadien (francophone du Nouveau-Brunswick) à occuper ce poste.

♦ POLOGNE : Mardi 14 février, la dépouille du dernier roi de Pologne Stanislas Auguste Poniatowski a rejoint la cathédrale Saint-Jean de Varsovie, en présence du président Lech Walesa et du primate de Pologne, M^{gr} Józef Glemp. Après bien des vicissitudes ce roi a enfin trouvé une trônière et dernière demeure. Les manifestations autour de cette inhumation auront permis de constater que la fibre monarchiste sommeille chez plus d'un Polonais.

♦ JAPON : La visite de quatre jours de la princesse de Galles au Japon, au titre d'ambassadrice itinérante de la Croix-Rouge britannique, s'est soldée par un triomphe personnel qui a surpris les autorités de la Maison Impériale qui n'avaient pas inscrit au programme de rencontre avec la famille impériale. Les milliers de fans l'acclamant dans la rue, les dizaines d'articles de presse élogieux semblent avoir eu raison de ces autorités qui ont dû organiser en dernière minute une rencontre avec le couple impérial nippon et la princesse héritière Masako.

♦ ALLEMAGNE : A l'occasion des cérémonies marquant le cinquantième anniversaire du bombardement allié sur Dresde, le duc de Kent, cousin germain et représentant personnel de la reine d'Angleterre, a marqué un nouveau pas dans les relations germano-anglaises en déclarant : « nous regrettons profondément les souffrances de tous les côtés pendant la guerre. Aujourd'hui, nous nous souvenons spécialement de la population de Dresde ». Le duc de Kent a également indiqué qu'une croix avait été offerte par la Grande-Bretagne pour la reconstruction de la Frauenkirche de Dresde, « afin qu'elle soit le symbole de la réconciliation entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne ». Des paroles qui contribuent sans doute à réparer l'impression désastreuse qu'avait causé la reine Elizabeth lors de sa visite en 1992 lorsqu'elle était passée devant les ruines de la Frauenkirche sans même s'arrêter.

♦ ESPAGNE : Le 17 décembre dernier, le roi Juan Carlos Ier d'Espagne a élevé son cousin germain à la dignité d'Infant d'Espagne, honneur d'autant plus rare que depuis 1987 seuls les enfants du souverain et ceux de son héritier le portent de droit. Don Carlos de Bourbon et Bourbon est actuellement le quatrième dans l'ordre de succession d'Espagne. La nouvelle titulature du prince Carlos pose la question de sa position - contestée - de chef de la Maison Royale des Deux-Siciles. Son grand-père avait renoncé à ses droits à la couronne de Naples pour épouser la fille aînée d'Alphonse XII d'Espagne. Depuis lors, don Carlos se dispute la tête de la Maison des Deux-Siciles avec son cousin Ferdinand, duc de Castro. Jusqu'alors, le roi d'Espagne reconnaissait son cousin Carlos comme chef de cette Maison, mais une évolution n'est pas impossible.

Soheib Bencheikh est né en Algérie, au sein d'une famille réputée pour sa foi religieuse. Il a passé les premières années de sa jeunesse en Arabie saoudite, puis en Égypte et en Algérie. Après des études à Alger et au Caire, il s'est installé en France. Il y exerce les fonctions d'imam et a fondé l'École musulmane de France.

L'islam deux fois méconnu

■ **Royaliste : Quel est votre itinéraire religieux ?**

Soheib Bencheikh : J'ai été élevé dans un monde traditionnellement et intégralement musulman, qui ne connaissait ni les droits de l'homme, ni la laïcité. Nous rêvions d'une société humaine, d'une société d'égalité et de tolérance, dans la spiritualité. J'ai fait des études de théologie, j'ai passé une année au Caire, à Al-Azhar, et j'ai pensé qu'il fallait que je m'ouvre à d'autres cultures, à d'autres traditions et je suis venu en Occident. Comme j'avais été un peu choqué de voir un islamologue français traiter ma foi comme un objet de laboratoire, sans la ressentir, j'ai trouvé normal de venir apprendre le christianisme en terre chrétienne, en remontant à ses sources et en rencontrant ses adeptes. Il faut aimer une poésie pour pouvoir la traduire. Il faut aimer la poésie et le poète. C'est ainsi que je suis venu en France, il y a six ans, pour étudier à l'Université.

■ **Royaliste : Quelle a été votre première impression, à votre arrivée ?**

Soheib Bencheikh : Lorsque j'ai commencé à poser des questions sur le christianisme, j'ai été très choqué par l'absence de réponse. A cette époque, Dieu n'était pas à la mode... Je n'ai rien compris... Plus tard, je me suis aperçu que l'ignorance du christianisme émane d'une mauvaise

interprétation et d'une mauvaise application de la laïcité : en France, il y a aujourd'hui deux ou trois générations qui ignorent complètement leur histoire, leurs sources, leur identité. Un étudiant français a l'occasion de connaître l'égyptologie, la mythologie grecque et bien d'autres civilisations, au nom de la science. Mais il ne peut pas trouver un accès aussi facile à la connaissance de la théologie chrétienne, aux pères de l'Église, à l'histoire des ordres religieux. C'est très grave. La laïcité a cessé d'informer sur la religion, et elle conduit à négliger une réalité aussi présente, aussi ambiante que l'est en France le christianisme.

■ **Royaliste : L'islam n'est certainement pas mieux connu...**

Soheib Bencheikh : Il y a une double méconnaissance. Ni les Français non musulmans, ni la grande majorité des musulmans de France, ne connaissent l'islam. Les anciens « travailleurs coloniaux », les harkis et les travailleurs immigrés qui sont successivement venus vivre en France sont issus d'un milieu rural et sont peu représentatifs de la grande richesse et de la haute spiritualité de leur vaste civilisation. Je peux comprendre leur ignorance, qui leur fait assimiler l'islam à des coutumes ancestrales. Mais je ne peux pas comprendre que des non musulmans méconnaissent à ce point l'islam.

L'histoire de la Méditerranée s'est faite dans la complémentarité et dans la rivalité entre l'islam et la chrétienté. Les deux thèmes sont passionnants ! La moindre des choses serait la curiosité qui permettrait de connaître l'exaspération et les soucis de l'autre, avec lequel nous sommes obligés de partager notre avenir et notre vécu.

■ **Royaliste : Comment envisagez-vous la question de la laïcité ?**

Soheib Bencheikh : Il n'y a absolument aucun problème entre l'islam et la laïcité, que ce soit en France ou dans le monde musulman.

Le mot laïcité figure dans la Constitution, mais sa définition ne fait pas l'unanimité. On peut dire cependant que la laïcité n'est pas une doctrine parmi d'autres : il n'y a pas les juifs, les chrétiens, les musulmans, les athées ET les laïcs. Sinon, l'État laïc devient injuste car il va favoriser les tenants de la doctrine laïque, au détriment des autres.

Au contraire, si la laïcité n'est pas une doctrine, mais un concept neutre, transparent, qui assure l'égalité entre toutes les religions - sans oublier l'athéisme - l'État laïc est un État juste, moderne et humain. Vous savez que l'État laïc reconnaît tous les cultes et garantit le libre exercice de tous les cultes. Les musulmans ont donc la chance de vivre dans un État laïc puisque leur religion est assurée, puisque le

droit de pratiquer leur religion leur est garanti avant même qu'ils viennent s'installer en France. Tel est le principe affirmé par la République.

L'islam, quant à lui, reconnaît aux minorités religieuses le droit d'exercer leur religion. Il l'a fait avec les juifs, les chrétiens, et d'autres religions. Cette reconnaissance a été effective lorsqu'il était majoritaire, chez lui. Elle le sera d'autant plus lorsque l'islam est minoritaire dans une société qui n'est pas marquée par sa tradition. Telle est la doctrine islamique. Il me faut aussi souligner que l'islam est par

nature sécularisé : il n'y a pas de clergé, on n'est pas imam à vie comme un prêtre. L'imam est un homme qui doit avoir un minimum de connaissances pour pouvoir diriger la prière et conseiller les croyants dans leur vie quotidienne. Mais il ne donne pas de bénédiction, n'affirme pas la condamnation de Dieu, ne garantit pas son pardon. Pour l'islam, chaque individu est responsable de son degré d'engagement : il n'y a pas de baptême, la circoncision n'est pas une obligation - le port du foulard non plus. Pour être musulman, il suffit de prononcer deux

phrases qui expriment la foi en Dieu, et nul n'est en mesure de vérifier la foi du croyant.

■ **Royaliste : Mais dans la pratique ?**

Soheib Bencheikh : Il y a d'énormes difficultés. Du côté non musulman, la mauvaise volonté administrative est malheureusement évidente. Lorsqu'un maire reçoit une demande d'ouverture d'un lieu de culte, il réunit son conseil pour l'informer qu'une catastrophe est arrivée dans la commune. Ce n'est pas républicain ! Ce n'est pas royaliste non plus... Si la France veut inviter les musulmans à la laïcité, elle doit donner l'exemple de cette laïcité et faire en sorte que ses élus et ses fonctionnaires dominent leurs réflexes de peur. C'est ainsi qu'en France les musulmans prient dans des caves, dans des hangars, dans de petits appartements. Cela alimente la frustration, et nous risquons d'avoir un islam de revendication, de malaise, un islam de l'obscurité. La France ne veut pas d'un islam visible, et c'est pourquoi cet islam ne se francise pas. Les musulmans ne peuvent pas vivre dans la fierté - or nul ne peut

vivre sans fierté.

■ **Royaliste : Que faire ?**

Soheib Bencheikh : La solution, c'est la visibilité de l'islam et la banalisation de la présence musulmane en France - comme le boud-

dhisme s'est banalisé. Je sais bien qu'il y a autour de l'islam tout un imaginaire marqué par une très longue histoire de conflits, de conquêtes et de reconquêtes dans le monde méditerranéen et que, de part et d'autres, il y a des malentendus...

J'ai critiqué des élus, des fonctionnaires. Mais il me faut aussi être sévère à l'égard des musulmans de France, qui dans leur grande majorité méconnaissent leur islam. Surtout la jeune génération ! Les parents assimilent l'islam aux coutumes de leur milieu rural d'origine, ils croient par exemple qu'une jeune fille qui passe la nuit dehors s'oppose à la volonté de Dieu, alors qu'un garçon qui fait la même chose n'est pas réprimandé. Or tous les islamologues vous diront ceci : toute religion, lorsqu'elle veut instaurer une éthique, a recours à des recommandations, c'est-à-dire des interdits et des obligations. Dans la religion islamique, toute recommandation, sévère ou légère, frappe l'homme et la femme au même degré. La situation inférieure de la femme est due au machisme méditerranéen, qui n'est pas plus affirmé au Maghreb qu'en Corse ou en Sicile. Si cette vérité n'est pas connue en France, c'est parce que des intellectuels très présents à la télévision font carrière en chatouillant la peur et en dénigrant la prétendue « barbarie » de l'islam. Il y a dans le monde un milliard de musulmans : s'ils sont barbares, alors c'est l'humain qui est barbare, et il n'y a plus d'espoir.

J'insiste : la femme n'est pas méprisée dans le monde musulman, mais elle est, dans la société arabe, dans la société turque, le centre de l'honneur : c'est là une conception pré-islamique, c'est l'éthique d'une société constituée de tribus rivales, belliqueuses, qui privilégient par conséquent la jeunesse et le muscle et qui voient dans les femmes le butin potentiel de l'ennemi. Aussi, l'homme qui ne protège pas ses armes, qui ne protège pas ses femmes, n'est pas digne d'être homme. Cette tradition s'est maintenue dans la modernité, et continue de fonder beaucoup de comportements.

■ **Royaliste : En expliquant cela, cherchez-vous à justifier ces comportements traditionnels ?**

Soheib Bencheikh : Pas du tout ! Au contraire, il faut dénoncer ces comportements, mais en invitant à une véritable compréhension de la religion et de la morale islamique, afin de ne pas heurter la fierté.

■ **Royaliste : Tel est donc le rôle des imams...**

Soheib Bencheikh : Oui, mais il y a une difficulté pratique. L'islam n'a pas encore fait tradition en France. On fait appel à des imams d'Algérie, du Maroc, qui viennent eux aussi d'un milieu rural. En France, ils se trouvent brutalement confrontés à un milieu très urbanisé. Beaucoup ne parlent pas français et ne comprennent pas les enjeux de la société française, aussi font-ils beaucoup d'erreurs, et transgressent parfois la loi française par méconnaissance de celle-ci. Ces imams sont très pieux, très respectables, mais ils transmettent mal la religion islamique à des jeunes qui sont souvent nés en France et qui parlent mal l'arabe. Quand un imam parle dans un arabe très châtié du paradis et de l'enfer, les jeunes ne se sentent pas concernés, ils quittent la mosquée pour retomber dans le vide spirituel. Croyez-moi, le vide spirituel est très dangereux, puisqu'il conduit à la délinquance, faute de repères, et à la drogue. Cette drogue peut être une substance chimique. Il peut aussi s'agir d'une drogue intellectuelle : c'est l'endoctrinement. Lorsqu'on est incapable d'expliquer quelque chose dont on est fier, on a tendance à l'imposer : l'ignorance et la fierté sont les ingrédients du fanatisme. Si nous ne remplissons pas le vide spirituel avec un islam de civilisation, avec un islam de haute spiritualité, ce vide sera certainement rempli par un islam à bas prix, qui chatouille la fierté.

La France aura l'islam qu'elle mérite : un islam de Cordoue, un islam de Tolède, un islam de Bagdad, spirituel et mystique ; ou bien elle aura un islam de revendication, un islam violent, qui frôlera l'obscurantisme.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR



Au bonheur des psychotropes

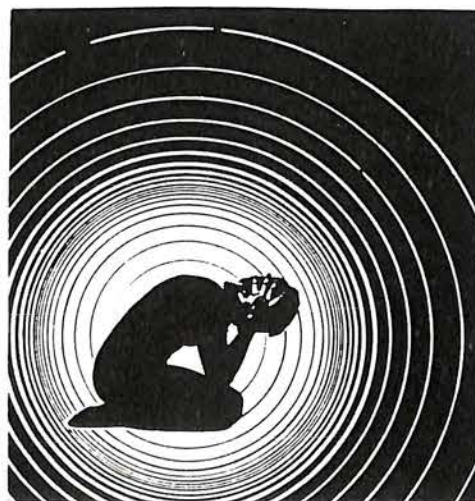
Contre la déprime, avant toute prise de médicament, prescrivez-vous donc deux cent quarante-quatre pages de Zarifian.

Que se passe-t-il quand « un mec complètement parano » rencontre « une hystérique de première » accompagnée d'un copain « légèrement schizo » ? Ils échangent des adresses de « psy » et comparent leurs anxiolytiques, antidépresseurs, neuroleptiques et autres psychotropes. Vous reprendrez bien un doigt de chlorpromazine ? Non, juste quelques gouttes de benzodiazépine...

Nos expressions familières, nos références, nos critères et nos armoires à pharmacies indiquent clairement que nous vivons dans une société psychiatisée et psychiatisante, et pratiquons une toxicomanie médicamenteuse de masse, qui s'ajoute à la consommation légale de tabac et d'alcool et à celle, illégale, de diverses substances hallucinogènes : en 1990 déjà, la France était déjà le premier consommateur mondial d'hypnotiques et de tranquillisants, avec 175 millions de boîtes vendues, ou plus exactement prescrites et remboursées. C'est dire que ce record mondial est coûteux pour la Sécurité sociale, et inquiétant dans la mesure où de nombreux accidents de la route et du travail sont probablement dus à la baisse de vigilance que provoquent ces gouttes, pilules et autres gélules apaisantes.

Faut-il cependant confondre dans une même réprobation le whisky, le Tranxène et la coke ? Les psychotropes ne sont-ils pas des médicaments

conçus par des laboratoires scientifiques, autorisés et contrôlés par l'administration, prescrits par des médecins diplômés ? Et ces médicaments massivement distribués n'ont-ils pas pour effet de guérir des malaises réels, des souffrances véritables ? Sans doute, mais ces garanties institutionnelles et ces justifications empiriques n'empêchent



pas les sociétés modernes, la nôtre singulièrement, de subir un double mouvement de médicalisation de la psychiatrie et de psychiatisation de l'existence qui se fait au mépris de la rigueur scientifique, des exigences de la santé publique, et du soin que l'on doit prendre des êtres souffrants.

Parce que la psychiatrie est à la fois l'objet de ses recherches, de son enseignement et de sa pratique médicale, Édouard Zarifian est à tous égards bien placé pour dissiper les illusions du discours scientifique et des logiques qui s'y rattachent. Loin des certitudes assénées par les experts, par

les industriels du médicament et par leurs publicitaires, il nous montre le flou qui entoure la distinction entre le normal et le pathologique, le caractère hasardeux de la définition des maladies et du classement des symptômes, la multiplicité des causes de la souffrance psychique, le caractère aléatoire des guérisons. Alors que les énigmes du psychisme devraient inciter à l'humilité, les idéologues de la science ont arbitrairement décrété que les maladies mentales étaient des maladies comme les autres, que la recherche sur leurs causes génétiques devaient être privilégiées, et que la disparition des symptômes indiquait que le malade était guéri : médicalisation de la psychiatrie.

L'industrie pharmaceutique a tiré parti de cette idéologie, en fournissant les produits nécessaires au traitement des symptômes, puis elle a marqué sa prééminence en inversant les processus : on crée un nouveau psychotrope, on définit une nouvelle maladie (jusqu'à la « dépression masquée »

qui permet de traiter les bien-portants), et du coup on ouvre de nouveaux marchés qui permettent de dégager de jolis profits : médicalisation de l'existence.

Contre ces logiques perverses, Édouard Zarifian plaide pour le respect de la personne humaine tout entière, accueillie et soignée dans le souci de son histoire, de sa culture, de tout ce qui constitue sa vie. A tous points de vue, son projet est libérateur.

B. LA RICHARDAIS

(1) Édouard Zarifian - « Des paradis plein la tête » - Odile Jacob, 1994 - prix franco : 135 F.

La grande illusion

À la fin du siècle dernier Ernest Renan s'interrogeait sur le destin des « rêves humanitaires » et relevait leur caractère contradictoire : « L'imagination tourne dans un cercle étroit et les dessins qu'elle trace ont, comme dans les figures losangées des mosaïques orientales, les croisements les plus divers. La Révolution avait pour programme liberté, fraternité et elle portait l'Empire dans ses flancs. Le grand germanisme idéaliste des Herder et des Goethe devait aboutir à un réalisme de fer, déclarant ne plus connaître que l'action et la force. Que dire du socialisme moderne et des volte-face qu'il ferait, s'il arrivait au pouvoir ? » (1). Interrogation des plus pertinentes et qui pointe l'aspect le plus important de la grande entreprise à venir, c'est-à-dire le rêve, ou encore l'illusion pour reprendre l'expression de François Furet, celle qui lui paraît la plus adéquate pour explorer soixante-douze ans d'histoire.

La Révolution française et l'Empire avaient bien pu échouer. Ils n'en laissent pas moins un héritage dont nous vivons encore. À l'inverse : « La révolution d'Octobre clôt sa trajectoire sans être vaincue sur le champ de bataille, mais en liquidant elle-même tout ce qui s'est fait en son nom. À l'heure où il se désagrège, l'Empire soviétique offre ce caractère exceptionnel d'avoir été une super-puissance sans avoir incarné une civilisation ». La raison en est simple : n'ayant jamais été qu'une illusion, le communisme devait s'évanouir complètement le jour où il s'effondrerait. Et pourtant, Dieu sait comment il avait marqué cruellement l'histoire du siècle. C'est que l'illusion « a son socle dans l'imagination politique de l'homme moderne, et pourtant elle est sujette au réaménagement constant que les circonstances lui imposent, comme condition de sa survie ». François Furet n'est certes pas le premier à analyser le communisme sous le biais de ce type de problématisation. Son intention n'est pas d'innover mais d'assumer tout ce qui a échappé à l'aveuglement sur un système. D'où un travail fouillé dont l'intérêt est souvent de rappeler des témoins oubliés.

Plus que jamais, sa méthode, c'est-à-dire sa façon de parcourir les événements en s'attachant sur les idées et les hommes, fera enragier tous les partisans d'une histoire plus enracinée dans les séries sociologiques et économiques. Le reproche lui a été fait pour la Révolution française et il serait ici encore amplement fondé si précisément il n'apportait la preuve de la supériorité de sa démarche. Elle contredit le marxisme et sa prétention à tout expliquer par les bases matérielles. Mais justement celles-ci n'ont à peu près aucun intérêt pour comprendre le fond des choses, c'est-à-dire les aventures d'une illusion, qui en dépit de tous les avertissements les plus sévères de la réalité n'a cessé d'entraîner les esprits, certains parmi les plus brillants, dans les mirages les plus pervers. Comment expliquer, par exemple, que l'image du communisme grandit dans l'imagination de ses contemporains au moment de ses pires crimes ? Voilà une question

par Gérard Leclerc



identiques. On oppose généralement communisme et nazisme sur le terrain de l'universalisme, le premier étant crédité d'un projet humaniste fourvoyé, le second renvoyé à son racisme inhumain. Mais une telle distinction manque la parenté des idéologies rendue évidente par leur efficacité dans la terreur et le crime. Les idéologies, nazie et communiste, constituent « la matière d'une croyance, la substance de la volonté, le bréviaire de l'action ». La ressemblance est aussi évidente dans la structure de l'État qui offre au parti totalitaire des « moyens illimités de domination sur la société ».

Pourtant ce face à face va être pour Staline un moyen efficace pour redéfinir son régime et séduire une grande partie de l'intelligentsia occidentale. C'est Moscou qui dirigera le mouvement antifasciste et sera considéré comme le véritable ennemi idéologique de Mussolini et de Hitler. Le pacte germano-soviétique de 1939 qui aurait dû déconsidérer durablement Staline ne comptera pour rien au regard de l'immense effort de guerre qui aboutira à l'écrasement du nazisme par l'Armée rouge : « L'image de l'Union soviétique reçoit de la guerre un redoublement d'universalité et la révolution d'Octobre un nouveau baptême démocratique ». Innombrables furent les dupes. L'illusion est-elle morte ? Furet, au delà de la fin de son incarnation provisoire, n'y croit guère.

■ François Furet - « Le passé d'une illusion, essai sur l'idée communiste au XX^e siècle » - Robert Laffont/Calmann Lévy - prix franco : 156 F.

(1) Ernest Renan - « Du judaïsme et du christianisme » - Les carnets Desclée de Brouwer - prix franco : 78 F.

(2) Vassili Grossman - « Vie et destin » - Julliard/L'Age d'homme - rééd. Presse-Pocket : prix franco : 60 F.

Un événement considérable s'est produit le 24 février, sous l'oeil d'un espion impérialiste-capitaliste de la CIA : Monsieur Baladur a retrouvé sa chaise. Et ses porteurs. La nouvelle s'étale à la une du Monde, elle est signée et dessinée Plantu.

Pour saisir l'exacte portée de l'événement, il faut se référer à l'ouvrage capital du même Plantu qui s'appelle « Le Petit Balladur illustré » et qui, lorsqu'on le retourne, s'intitule « Le Petit Chirac illustré ». Dans l'historique série dite des « chaises à porteur » (elle commence en mars 1986) un important détail frappera l'observateur le moins averti : alors que l'enchaînement de la première époque est transporté par de vulgaires valets de pied et (une fois) par Jacques Chirac en personne, l'enchaînement de la seconde période est convoyé par deux Pasqua (avec écouteurs) tandis que Chirac jugé sur le toit de ladite chaise brandit furieusement une grosse hache. Le même ouvrage, pris dans l'autre sens, permet de découvrir que le maire de Paris fut moins à gauche qu'il n'y paraît aujourd'hui...

Ainsi, une nouvelle fois, Plantu nous permet de revisiter notre histoire récente et de saisir ses mouvements de fond avec une précision d'autant plus grande que les lepidologues disposent du « Petit raciste illustré » que les jospinologues peuvent consulter le « Petit socialiste » et les Huo-logues (ou Hu Ho Log selon une ancienne graphie chinoise) bénéficient du « Petit communiste ». Sans oublier le « Petit Mitterrand » (1)

J.B.

(1) Tous ouvrages parus aux éditions du Seuil, 1995 - prix franco de chaque : 75 F.

Chevalier

L'ouvrage de Pierre Girard-Augry témoigne du regain d'intérêt suscité par la chevalerie en tant qu'incarnation d'un idéal. En publiant ces textes introuvables, il nous apprend les engagements pris par les chevaliers lors des cérémonies de réception organisées par les différents ordres dont la plupart subsistent encore aujourd'hui.

La chevalerie représentait une ascèse personnelle et ne se concevait sans de grandes qualités morales. Aussi lors de la cérémonie de réception - caractérisée par l'adoubement, la remise de l'épée et la formule consécatoire - le chevalier devait-il jurer de respecter les règles spirituelles et morales de l'ordre.

Le rite des ordres, spécifique mais parallèle aux rites sacerdotaux est reconnu par le clergé. Il est alors expliqué aux impétrants le devoir de défendre les pèlerins et les lieux saints (Templiers et St Sépulcre) et de soigner les malades (St Jean de Jérusalem et St Lazare). Signalons que les moines-chevaliers ne relevaient que du Pape, cette souveraineté n'existant aujourd'hui que dans l'ordre de Malte. La prononciation de vœux spirituels visant à défendre la foi et l'Eglise leur conférerait l'état de religieux dans le siècle.

De nos jours, les rites ont perdu de leur substance et le caractère honorifique qui apparut au XVIII^e siècle est devenu la norme actuelle. On peut alors parler de clubs chrétiens très fermés.

Frédéric PIERRE

Pierre Girard-Augry - « Rituels anciens des ordres de chevalerie » - Dervy - Prix franco : 175 F.

Un rebelle ignoré

Pour beaucoup, le seul nom de Gobineau fait frémir et évoque tout à la fois le pangermanisme et les théories raciales.

Pourquoi ne pas y aller voir de plus près ?

« **E**tre nègre, c'est bien moins une race qu'une véritable maladie » (Michelet, *Histoire du XIX^e siècle* - 1875).

« Il faut le dire ouvertement, les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures. (...) Les races supérieures ont le devoir de civiliser les races inférieures ». (Jules Ferry - Déclaration à la Chambre des députés - juillet 1885).

« ... les mélanges les plus heureux au point de vue de la beauté, sont ceux formés par l'hymen des blancs et des noirs ». (Gobineau - *Essai sur l'Inégalité des races* - 1853).

Ces citations extraites de la biographie de Jean Boissel consacrée à Gobineau (1) situent bien une part importante de son propos : replacer l'auteur des « *Pléiades* » au-delà de la légende et du conformisme intellectuel.

Rebelle à son époque, Gobineau le fut peut-être davantage, par exemple, que son contemporain, Barbey d'Aurevilly, à qui j'ai souvent pensé en lisant le beau livre de Jean Boissel.

Ce qualificatif de « beau livre » n'est pas gratuit, facilité de plume. Cet ouvrage le mérite par l'esprit de justice et la compréhension de son sujet qui l'animent. Justice rendue d'abord à un grand écrivain qui, par son style et sa langue,

mérite de figurer au sommet de la littérature du XIX^e siècle, en compagnie justement, entre autres, de Barbey. Il suffit de lire ou de relire « *Les Pléiades* » et les « *Nouvelles Asiatiques* » pour souscrire à ce jugement.

Justice rendue ensuite à l'auteur de « *L'Essai sur l'inégalité des races* », titre apparemment malheureux (Jean Boissel nous dit qu'un titre rendant compte plus exactement du propos du livre aurait pu être « *Considérations sur les causes de la grandeur et la décadence des civilisations* ») et dont on a fait la bible, ou une des bibles des tenants du racisme, de l'eugénisme et autres manifestations de la sélection biologique.

J'ai parfois dit ici que les étiquettes, les classements dans des catégories bien délimitées me paraissent être les signes de la recherche d'un confort intellectuel qui dispensait d'y aller voir de plus près. Confort duquel participe notre habitude contemporaine de juger les oeuvres et les hommes du passé à l'aune de notre esprit et de nos préjugés d'aujourd'hui.

Gobineau raciste, inspirateur de Houston Stewart Chamberlain et d'Adolf Hitler ! Voilà une étiquette que les dictionnaires se repassent depuis plus de 50 ans. Jean Boissel, après avoir noté l'exception constituée par l'article de l'« *Encyclopédie Universalis* », cite le

« *Larousse* » de 1962, et pour ma part j'ai trouvé dans le « *Robert* » de 1990 la même définition inlassablement reprise et mêlant même la notion de racisme à l'expression « Fils de roi » si chère à Gobineau, illustrée par « *Les Pléiades* ».

Jean Boissel remet bien les choses en place, éclairant les aspects d'un Gobineau animé avant tout d'un esprit aristocratique qui nie la démocratie élevée au rang de dogme et le nivellement par le bas. Un Gobineau bien réel qui ne croyait ni aux « lumières », ni au Progrès, ni à la Patrie, ni aux « masses », et qui déplorait « de quels tourments l'humanité pourrait un jour prochain payer l'adoration de ses nouveaux dieux ».

Voilà en tout cas qui confirme ce qualificatif de rebelle qui le situe mieux que tout autre, à mon sens.

Tous ceux qui, tel l'auteur de cet article, ne souscrivent pas au conformisme ambiant de ce XX^e siècle finissant, éprouveront sans aucun doute un effet revigorant à la lecture de cette biographie. Grâce à elle, ils feront mieux connaissance et plus profondément avec ce « Fils de roi », le plus « romantique des romantiques français, (...) égaré dans son siècle » que Jean Boissel nous propose comme antidote « au règne de la médiocrité, (...) à l'uniformisation des êtres et des cultures ».

Pierre LIMOUSI

(1) Jean Boissel - « Gobineau, biographie - Mythes et réalité » - Berg International - prix franco : 200 F.

JEUNES

Organisée par la Fédération d'Ile-de-France et animée par Bertrand Renouvin, une session spécialement destinée aux jeunes aura lieu dans les locaux du mouvement (17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, 4^e étage) le samedi 11 mars de 15 h à 17 h 30. Pour participer à cette session il n'est nullement besoin d'être adhérent à la N.A.R. et nous convions tous les jeunes lecteurs sympathisants à y participer. Ce sera pour eux une excellente occasion de prendre contact et de faire connaissance dans une ambiance amicale et décontractée.

ADHÉRENTS

Les cartes d'adhérents pour 1975 ont été établies et remises aux intéressés. Les adhérents qui ne l'auraient pas reçue ne sont sans doute pas à jour de cotisation...

FISCALITÉ

A la suite des travaux du Congrès quelques adhérents ont souhaité que se crée un groupe de réflexion sur le thème de « la réforme de la fiscalité ». Les personnes qui s'intéressent à ce sujet sont priées de se manifester.

PETITS DOSSIERS

Regroupant par thème des articles parus dans « *Royaliste* », nous avons édité des petits dossiers fort utiles pour les propagandistes. Déjà parus : « Royalisme, royalistes et royauté », « Immigration et citoyenneté », « Éducation », « Écologie », « Islam et Maghreb » et « Corse ». Chaque dossier au format 21x29,7 cm comporte une vingtaine de pages et est vendu au prix de 14 F franco.

Parallèlement nous avons publié une brochure « La N.A.R. en textes » rassemblant tous les textes votés par les congrès de la N.A.R. de 1982 à 1991. C'est un outil indispensable pour mieux comprendre notre mouvement et ses choix politiques. Brochure de 20 p. qui comporte un calendrier des différents congrès et une table des sujets traités par mots clés. Tarif (prix franco) : 1 ex. 14 F - 5 ex. 54 F - 10 ex. 68 F.

ABONNEMENT

Depuis quelques mois nous offrons à nos lecteurs une nouvelle possibilité : régler leur abonnement mensuellement par prélèvement automatique. Les avantages sont multiples :

- plus de correspondance inutile (lettre de relance, envoi de chèque, lettre de rappel, etc),

- plus de risque d'oubli,
- une ponction mensuelle minime au lieu d'avoir à payer en une seule fois la totalité de l'abonnement,

- possibilité d'interrompre l'abonnement à tout moment.

Pour bénéficier de ce nouveau service, il vous suffit de nous demander le formulaire spécial et de nous le retourner, après l'avoir rempli.

PHOTOS

Sont disponibles en portrait : le comte de Paris, la comtesse de Paris, le comte de Clermont, le duc de Vendôme.

Sont disponibles en groupe : le comte de Paris entouré de ses deux petit-fils, Jean et Eudes (Amboise, septembre 1987), le comte de Paris avec le comte de Clermont (Chantilly, septembre 1990), le comte et la comtesse de Paris (Dreux, juillet 1992).

Ces photos existent en trois formats (sauf le groupe avec Jean et Eudes qui n'existe qu'en 13x18). Tarif franco :
format 10x15 : 16 F
format 13x18 : 30 F
format 20x30 : 58 F.

ANCIENS NUMÉROS

Nous proposons des anciens numéros de « *Royaliste* », par année complète, au prix franco de 300 F. Sont disponibles toutes les années de 1977 à 1994, à l'exception de 1979.

La plupart des numéros sont également disponibles un par un au prix franco de 17 F pièce.

Aidez-nous en adhérent à la N.A.R. !

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 h. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● **Mercredi 8 mars** - Rarement campagne électorale ne fut aussi violente, aussi indécise dans son résultat, aussi imprécise quant à ses enjeux. S'agit-il d'un combat entre la droite et la gauche ? Jacques Chirac et Édouard Balladur représentent-ils deux conceptions de la politique ? Est-il vraiment possible d'envisager une autre politique économique et sociale au lendemain du 7 mai ? Débat présenté et animé par Bertrand RENOUVIN.

● **Mercredi 15 mars** - Candidat en Vendée aux élections législatives de 1993, Luc de GOUSTINE avait directement affronté Philippe de Villiers. Dans un livre qui vient de paraître, « Coup de

gueule contre de Villiers », notre ami revient sur le cas de l'étrange vicomte devenu candidat à la présidence : il retrace l'itinéraire, explique le succès médiatico-politique et dénonce l'imposture d'un homme qui ne serait pas dangereux s'il se contentait d'être un banal réactionnaire.

● **Mercredi 22 mars** - Sociologue, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, Robert CASTEL vient de publier une histoire de la question sociale qui est décisive pour comprendre les enjeux de notre temps et pour éclairer un avenir obscurci par la crise que nous subissons. De l'Ancien régime à l'actuel ébranlement de la société salariale, Robert Castel nous exposera « les métamorphoses de la question sociale » et montrera à quelles conditions il sera possible d'échapper à la situation dramatique que nous connaissons.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » de la N.A.R. il suffit de nous en faire la demande

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

ABONNEMENTS D'ESSAI

Quel meilleur ambassadeur de *Royaliste* que le journal lui-même ? Ouvrez votre carnet d'adresses et envoyez-nous les coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par « *Royaliste* ».

Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le silence et le gel

Candidat paisible, parti d'un joli pas pour une campagne heureuse, Édouard Balladur a trébuché plus tôt que prévu sur les aspérités d'une campagne électorale qui s'annonce comme la plus sordide et la plus haineuse de toute l'histoire de la V^e République.

Il a suffi de quelques jours, fin février, pour que le masque de l'inertie bienveillante qu'offrait le Premier ministre-candidat soit détruit par les intrigues de Charles Pasqua : violence des discours et des actes du ministre de l'Intérieur, défiant la justice, utilisant la police à des fins équivoques et provoquant de vifs affrontements au sein d'un gouvernement transformé en pétardière. A quoi s'ajoute le refoulement brutal de ceux, ouvriers, étudiants, qui manifestent leur colère à l'occasion des déplacements électoraux de l'homme de Matignon.

Face au désordre politique, face à la protestation sociale, Édouard Balladur s'obstine à habiller des fausses vertus consensuelles la dérisoire méthode de l'anesthésie, du silence imposé, du gel obligatoire. Les étudiants descendent dans la rue ? On retire la circulaire qui les fâche, et on ne parle plus de ce rapport Laurent qui les inquiète. Des écoutes illégales font peser un soupçon de forfaiture sur le ministre de l'Intérieur ? On ment à la télévision, puis on sacrifie un haut fonctionnaire afin de protéger le capital électoral que représente Charles Pasqua. Et quand ce dernier fait mousser une histoire d'espions américains, Matignon impose silence aux ministres,

mais trop tard pour éviter les dégâts : les États-Unis ont été sciemment invités à se mêler des affaires intérieures françaises, et les fractures entre ministres s'en trouvent aggravées. C'est la même logique qui a conduit MM. Balladur et Sarkozy à geler 20 milliards de dépenses budgétaires sous le prétexte de donner l'exemple de la rigueur et, ce faisant, d'apaiser les marchés financiers en proie à de nouvelles poussées de fièvre.



Las ! Les « marchés » s'en sont moqués.

Ces exemples divers montrent que le Premier ministre n'est pas homme à faire front. Selon un réflexe courant, il refuse de voir la catastrophe, en espérant que la marche du temps s'arrêtera, que le cours des choses retrouvera la tranquillité de l'ordre - avant de s'en remettre à la raison du plus fort. Céder à ce réflexe conduit à une succession de lâchetés qui exacerbent les logiques violentes. Taire n'est pas effacer. Geler n'est pas empêcher.

Ce qui est vrai en politique, notamment lors des campagnes électorales, ne l'est pas moins en économie. Dans les prochaines

semaines, les balladuriens brandiront triomphalement le chiffre inespéré de 2,5 %, qui exprime notre taux de croissance en 1994. Cet incontestable pourcentage permettra de jeter un voile pudique sur les manquements à la vertu libérale (un sérieux déficit budgétaire, une dette publique inquiétante) et de célébrer les bienfaits de la politique gouvernementale. Comme d'habitude, ses propagandistes feront mine d'oublier que cette croissance est largement importée des États-Unis et très fragile puisqu'elle repose sur des reconstitutions de stocks - non sur une augmentation de la demande et de l'investissement.

M. Balladur et ses affidés semblent ne pas s'apercevoir que leurs arguments ne peuvent plus faire illusion, que leurs promesses sont reçues comme des tromperies, que leurs invitations à l'effort sont vécues comme des provocations. L'arrogance des gouvernants et la suffisance de leurs experts ne peuvent plus éviter des comparaisons simples, qui n'exigent aucune compétence économique. Le taux de croissance de 2,5 % n'a pas entraîné la réduction du chômage : sans les artifices habituels, il aurait même augmenté. Or cette croissance s'accompagne à nouveau d'une baisse de la consommation au quatrième trimestre de 1994 (- 0,2 %) et en janvier 1995 (-1,9 %). Ce phénomène n'est pas étonnant, puisque le pouvoir d'achat n'a progressé que de 0,6 % en 1994 (taux le plus bas depuis dix ans) alors que les revenus du patrimoine financier augmentent en moyenne de 7 % par an depuis plusieurs années.

Le libéralisme balladurien est un échec ; son conservatisme n'est que la défense obstinée d'une classe de profiteurs et de privilégiés.

Le silence et le gel ne changeront rien à la netteté révoltante de ce constat.

Bertrand RENOUVIN